



CTSD premier degré du 6 février 2019

Déclaration liminaire du SNALC

En ce début d'année, le SNALC a eu beaucoup de mal à présenter ses vœux aux professeurs des écoles. Les vœux de notre Ministre des professeurs, comme il se qualifie lui-même, souhaitant bonheur au travail et un plein épanouissement professionnel auront fini de calmer toute envie de souhaiter une bonne année 2019. La moindre allusion à l'estime, à la confiance ou à la bienveillance est devenue indécente.

Ce n'est pas la mensongère pseudo-revalorisation salariale du PPCR, ni la revalorisation et les primes de début de carrière, ni les primes de l'éducation prioritaire qui rendront l'année plus douce. Et l'annonce de la création d'un observatoire de la rémunération des professeurs s'apparente à une muflerie. Ce qui est certain, c'est que notre Ministre observe beaucoup. Pour autant, il ne semble pas tirer la moindre conclusion de ses observations. Et des solutions, encore moins. Les 2000 postes créés pour le rural et le dédoublement ne produiront aucun ressenti positif chez la majorité des professeurs. De même, l'obligation d'instruction à 3 ans, sans un taux d'encadrement en adéquation avec les objectifs affichés, ne pourra tenir ses belles promesses.

Toutes ces mesures forment un bel emballage qui masque les réalités mais n'étouffe pas notre colère. Les instituteurs, les ex-instituteurs, les recalés de la hors classe 2018 avec des avis pérennes méprisables, intolérables et inadmissibles, les professeurs qui subissent les évaluations de CP et de CE1 obligatoires et chronophages (sans compensation ni distinction sensiblement appréciable pour rentrer les résultats entre des classes à 15 et des classes avoisinant les 30, et des classes numériquement plus ou moins bien équipées.), l'inclusion aveugle qui est une violence à l'encontre d'élèves qui auraient besoin de tous les égards en lieu et place de dispositifs cosmétiques, etc. La liste est tellement longue et ressassée qu'elle ressemble à un rouleau de parchemin.

Notre métier ne fait plus rêver depuis un bon moment et les collègues cherchent de plus en plus à fuir en se renseignant sur l'Indemnité de Départ Volontaire, le Congé de Formation

Professionnelle, les cumuls d'activités, les concours internes. Les contractuels verront leur rôle de rustine d'une profession mourante renforcé. Les professeurs expérimentés sont en train de perdre la foi. Ce qui les faisait tenir, leur sens du service public, est anéanti par le traitement qui leur est accordé, l'inadéquation entre les discours et les actes, le manque de reconnaissance de la hiérarchie clairement affiché. Les générations de professeurs engagés par vocation seront remplacées par des générations motivées par un métier alimentaire. L'administration, devant des résultats en berne, devra tirer les leçons de ses agissements à l'encontre d'une profession qui était impliquée jusqu'à ce qu'on la brise. L'attractivité de notre métier est morte et enterrée. 0/20 au stylo rouge. C'est violent et assumé par des professeurs responsables. La copie est donc à revoir. Avant qu'il ne soit trop tard.

L'école de la confiance et de la bienveillance ? Ou l'école de la décadence ?

Dans notre département, nous constatons qu'à la rentrée 2019 une trentaine d'écoles maternelles compteront des effectifs à plus de 28 élèves par classe en moyenne.

Or, en mars dernier, s'ouvraient en grande pompe « Les assises de l'école maternelle » qui soulignaient l'enjeu de permettre à tous les élèves de s'épanouir et de maîtriser la langue. La maternelle devrait être ainsi, « le véritable tremplin vers la réussite tout au long de la scolarité ».

L'enseignant ne pouvant pas être qu'un technicien d'apprentissages, comment optimiser sa posture bienveillante dans des classes toujours plus surchargées ?

Comment offrir une véritable qualité d'accueil avec près de 30 enfants de 3 ans par classe ?

Encore une fois, nous ne nous tromperons pas sur l'objectif de communication et de publicité de ces deux journées. Toutes ces mises en scène d'assises et autres débats ne servent qu'à nous faire croire que le gouvernement s'investit pour nos élèves. Mais entre la théorie et la pratique le fossé est encore bien grand....